

Une rubrique pour quoi faire ?

Le moment me semble venu, après parution de quatre articles dans le cadre de cette rubrique, de marquer un temps de réflexion.

Ouvrir les fenêtres, titrait l'éditorial du numéro spécial rentrée de cette revue. Voilà qui s'applique bien à cette rubrique. Etablir une circulation d'idées avec ceux qui hésitent à penser que l'école ou les questions d'éducation, de formation, d'animation les concernent. Aller voir ailleurs, rencontrer et écouter... Pas le spécialiste de telle question ; pas forcément... Notre quotidien est rempli de ces gens ordinaires qui font plus et ont plus à dire qu'ils ne croient, de ces gens masqués par les cloisons étanches que l'école et nous autres, enseignants, avons frileusement contribué à installer. De ces gens dont nous n'avons pas pris l'habitude d'accueillir la parole, d'écouter le témoignage, d'examiner la pratique, les découvrant proches et différents de nous, souvent complémentaires.

Les premiers articles sont marqués par le thème de l'exclusion, s'agissant des parents ou des enfants. Les exclus de l'école, de l'école-institution. Comme la fréquentation de l'école-lieu d'initiation symbolise l'appartenance au corps social, les premiers témoignages que nous avons recueillis allaient en toute logique dans le sens de la revendication de l'intégration, de la participation et/ou de la pratique de l'entraide.

Il est souhaitable que cette rubrique offre des itinéraires et cela dans diverses voies. Que d'un article à l'autre, on sente des préoccupations en écho, des rebondissements, des approfondissements.

Ainsi, nous avons le thème des parents face à l'école, dans l'école et dans le mouvement pédagogique. Nous avons le thème des minorités exclues de l'école et d'ailleurs : les gitans, le quart-monde (n° 9). Nous aurons bientôt d'autres approches : celle des parents de la Confédération Syndicale des Familles qui témoigneront de leurs pratiques d'entraide ; celle des militants de la culture et de la langue bretonne, celle de la psychiatrie infantile (ou plutôt d'une certaine forme d'anti-psychiatrie infantile)... Nous aurons aussi la parole des enfants autour du thème des jouets de Noël, ou de celui de la conscience et de la revendication de leurs droits.

Je n'anticipe pas davantage sur l'avenir de cette rubrique. Au présent, ces témoignages doivent être plus que des articles ; une incitation à multiplier de tels contacts, à les faire connaître (la rubrique est faite pour ça), à les poursuivre activement. Nous disposons d'un outil pour des échanges et une action culturelle et éducative populaires.

Pouvons-nous agir pour dépasser le simple plaisir mystificateur des mots-slogans ?

J. CHASSANNE

LES PARENTS, L'ÉCOLE ET LE MOUVEMENT PÉDAGOGIQUE

Un mot pour situer le contexte de cet article.

Ecole de la Mareschale, Aix-en-Provence.

Le jour de la rentrée 79, on apprend par les instits qu'une institutrice ne pratiquant pas la pédagogie Freinet a été nommée à l'école deux jours avant la rentrée. Elle a une classe de C.E.2. Les parents, qui pour une grande part font des kilomètres pour mettre leurs enfants à l'école Freinet embraient tout de suite : Il faut maintenir la continuité pédagogique pour les enfants et au niveau de l'équipe d'enseignants.

La première démarche a été d'aller demander à l'institutrice ce qu'elle souhaitait. Elle dit être d'accord pour permuter si on lui donne sur Aix un poste équivalent. Forts de cette réponse, les parents vont voir l'inspecteur primaire qui dit être favorable à cette requête. Les parents font leur enquête pour trouver un instit Freinet ou éventuellement un instit qui serait d'accord pour travailler avec l'équipe et s'engager dans cette pédagogie.

Mais les choses traînent. Peu à peu l'instit change de discours, demande à rester, se déclare prête à se former, mais n'engage rien dans ce sens. L'inspecteur primaire et l'inspecteur d'académie s'enferment dans une position de refus. Les enfants de la classe essaient de s'adapter, le climat n'étant évidemment pas des plus favorables, à une pratique qui n'a rien à voir avec ce qu'ils ont connu jusque-là. La situation s'aggrave. Chez les instits la crainte s'installe de voir se retourner contre l'école les actions des parents. Cependant, ils nous précisent bien que si l'institutrice reste, il n'y aura aucune possibilité pour que cette classe de C.E.2 soit intégrée dans le travail coopératif de l'école.

Les parents ne veulent pas abandonner : occupation de la classe, puis de l'école, information aux journaux locaux, à F.R.3, actions à la mairie, dans la rue, information aux journaux nationaux. Le S.N.I. prend position contre les parents de l'école Freinet. Au bout d'un mois et demi de lutte, les parents obtiennent satisfaction : l'institutrice est permutée avec une collègue volontaire pour travailler dans l'équipe.

Au cours de la rentrée 79 à La Mareschale, devant l'urgence d'une action à mener (face à la nomination d'une institutrice non choisie par l'équipe et nommée aveuglément par l'administration à l'école), on a vu se créer un clivage très net entre parents et enseignants. Les préoccupations latentes de l'an dernier entre parents et enseignants, où les choses avaient tendance à se discuter en petits groupes et de façon marginale entre quelques parents et quelques enseignants, ont éclaté et obligé chacun à se situer en face de l'autre. Il me paraît évident que ce sont ces périodes d'action intense qui permettent et provoquent un regroupement des parents, au contraire des instits qui eux sont déjà organisés parce que sur leur lieu de travail, et qui ont pu élaborer entre eux un certain consensus. Je souhaiterais alors, ici, essayer de définir, après coup, ce qui a pu être le consensus minimum qui a permis aux parents Freinet de se poser comme une force différente dans le champ des enjeux de l'école.

Légalement, l'école n'est pas le lieu des parents. Ceux-ci sont conviés à confier

plus ou moins aveuglément leurs enfants aux éducateurs. A la différence des autres écoles, traditionnelles, où le choix des uns et des autres est plus que relatif, et où en conséquence, on tente de se déterminer face à une réalité hétérogène d'objectifs, de projets, de choix politiques, etc.. à la Mareschale, l'équipe enseignante a l'avantage de pouvoir élaborer collectivement un projet éducatif. Tout un réseau mis en place (du mouvement national aux réunions de l'école) leur permet une discussion, une confrontation, une remise en cause de leurs objectifs.

Pour ce qui est des parents, le choix de la pédagogie Freinet relève plutôt de l'idée que chacun a pu s'en faire à travers ses lectures, les discours qui circulent, ses propres projections et désirs. Il est certain que cette dimension n'est pas absente de la démarche des instits, mais la différence chez les parents c'est qu'ils n'ont à peu près pas eu de lieu où confronter ces idées et représentations de l'école Freinet. Il en résulte, chez les parents, une plus grande hétérogénéité dans les motivations et les objectifs. Sur quoi, alors, s'est constitué ce qu'on a vu apparaître comme un bloc vis-à-vis des instits au début de l'année, avec une certaine communauté d'analyse, au moins au niveau des actions engagées.

Si on se réfère à l'histoire des luttes à l'école, les parents ont toujours plus ou moins agi en solidarité avec des groupes d'enseignants ; rarement, quand il s'est agi de créer un rapport de force avec l'administration, on a vu de clivage aussi profond entre enseignants et parents. Il faut préciser, bien entendu, que les associations de parents d'élèves et les syndicats dans l'éducation nationale, se sont pratiquement toujours limités à des actions « quantitatives » : locaux, effectifs, nominations... Alors qu'au fondement des préoccupations de l'école Freinet il y a la pédagogie et tout un questionnement sur la relation adulte-enfant, et donc plus de confusion dans la réflexion, puisque le désir des uns et des autres y est plus directement impliqué.

Etre parent à Freinet, j'ai eu l'occasion de m'en rendre compte depuis trois ans, relève d'un éventail de motivations qu'il serait difficile de catégoriser. Le point commun, pour la plupart, c'est-à-dire ceux qui ont le sentiment d'avoir réellement choisi cette pédagogie, c'est précisément ce choix, un point c'est tout. Mais ce choix implique une attitude au moins, fondamentalement différente de celle des parents du traditionnel à l'égard des instits : puisque leur propre désir y est plus directement engagé, faire appel à cette force que représentent les regroupements de parents d'élèves en cas de nécessité vis-à-vis de l'administration, requiert de tenir compte plus précisément de leurs intérêts propres et rend difficile l'« utilisation » de cette force de la part tant des instits Freinet que des syndicats. C'est en quelque sorte ce qui s'est révélé à la rentrée.

Le problème tel qu'il a été évoqué a donc tourné autour de cette « entité » parents qu'il s'agissait de définir face à d'autres « entités » (enseignants, enfants, administration...), et il s'agissait, toujours dans le « dit », de se donner des lieux où se

retrouver. Notre position de parents Freinet nous acculait à des contradictions, semblables à celles des instits, entre un niveau institutionnel, où des instances de représentation de chaque partie sont prévues (comme le conseil des parents) et des associations de parents d'élèves déjà instituées (Cornec et l'autre ; pour les instits, les syndicats), ces deux niveaux ne pouvant évidemment pas répondre aux désirs des parents Freinet. Restait à créer des structures plus conformes à notre choix.

Le Mouvement Freinet, par ailleurs, pouvait apparaître comme un lieu de réflexion où nous avions notre place. Ce qui nous a conduits à nous imposer (dans le contexte de la rentrée) lors d'un comité d'animation de l'I.C.E.M. départemental, avec nos questions propres. Ceci a abouti à la création d'une commission parents-enseignants, à l'I.C.E.M.

Jusqu'à-là, les choses paraissent à peu près claires. Mais qu'en est-il de la situation aujourd'hui ? Si la tendance de mes réflexions a été par moment globalisante et a dépassé la situation spécifique de la Mareschale, il me paraît maintenant nécessaire de revenir sur cette situation et sa complexité.

D'une part, la commission I.C.E.M. n'a pas été réellement investie par les parents. D'autre part, au moment de sa constitution, s'est créée une association de parents d'élèves, extérieure à l'I.C.E.M., et regroupant les parents du primaire et de la maternelle Mareschale, qui a été plus « agissante » que la commission (organisation de l'exposition à la M.J.C. Bellegarde le 7 mars 80, pour la sortie du livre sur les équipes pédagogiques, permanences hebdomadaires).

Par ailleurs, il existe un lieu d'échanges entre parents et enseignants du primaire,

les concertations du samedi, où cette année des thèmes de discussion ont été proposés par les parents. Voici plus précisément mon analyse de la situation, en référence aux problèmes soulevés au début de l'année, aux thèmes abordés à la commission, à l'action de l'association et aux concertations pédagogiques. L'équipe de la Mareschale est l'une des rares à pouvoir assurer la continuité pédagogique au primaire depuis cinq ans. Elle a dû élaborer une stratégie pour maintenir et défendre cette continuité, au niveau des enfants et de l'équipe. Sans revenir sur l'histoire de sa constitution, que d'ailleurs je serais incapable de faire, manquant en dépit de mes efforts de beaucoup d'informations, j'ai pu constater une certaine cohérence dans son attitude à l'égard des parents. Il est certain que pour des pédagogues engagés dans une perspective d'éducation populaire, le rapport avec les parents d'une part, et l'administration d'autre part, suppose (cf. plus haut) l'élaboration d'une stratégie : d'une part à l'égard des parents, puisque l'objectif visé ce sont les classes populaires, il s'agit d'être « crédible », et à l'égard de l'administration, de se « défendre », de créer un rapport de force (dont les modalités d'ailleurs peuvent être très diverses).

Une pédagogie populaire implique à mon sens, qu'il existe ce qu'on pourrait appeler une « solidarité », ou du moins l'instauration d'une dialectique entre les intérêts des parents et des enseignants. Cependant le développement de la pédagogie Freinet donne actuellement plutôt l'impression d'un « ratage » de cet objectif premier, qui est d'être populaire. Ces instits ont eu à se « défendre » non seulement de l'administration elle-même, c'est-à-dire au niveau des nominations, de l'inspection, etc. mais aussi de tout ce





que l'administration et certains parents (les militaires entre autres, du quartier) ont mis en œuvre pour discréditer la pédagogie Freinet dans le quartier : création d'une école traditionnelle juste à côté, retrait des enfants de militaires de l'école...

Il s'est agi de reconsidérer la question en ce qui concerne les parents : ceux-ci ayant sur le quartier, le choix de la pédagogie (ce qui, dans le système éducatif français n'existe que pour contrecarrer une pédagogie différente), le problème pouvait se poser en terme de «se donner les moyens de gagner» les parents des classes défavorisées, rester une école de quartier. Tâche qu'on peut imaginer très ardue dans un tel contexte. La population Freinet s'est donc fondamentalement transformée et a été recrutée au-delà du quartier. Les parents actuels sont dits : volontaires, plutôt intellectuels... La nouvelle population d'enfants et donc de parents a entamé quelque peu les objectifs de l'école. A partir de là, qu'est-il advenu du projet de l'équipe, de son attitude à l'égard des parents ?

Quelle que soit la représentation que l'équipe ait pu se faire de ces parents, il me semble qu'elle a dû davantage se «consolider» dans son projet propre, sur un mode défensif, c'est-à-dire, se «gardant» de toutes parts, y compris du côté des parents. Ce qui implique une réduction de cette dialectique parents-enseignants, telle que je l'ai définie plus haut. Le projet politique sous-jacent de l'éducation populaire, tel que je me le représente, c'est-à-dire qui irait dans le sens d'une remise en cause radicale du système éducatif (sélection sociale, compétition, rendement, efficacité), mais aussi de la manière de considérer l'enfant, la famille, la différence des sexes, l'organisation sociale, ce projet politique

donc, du côté des instits, devient à la fois plus confus et plus spécifique, c'est-à-dire entrant en contradiction de manière plus évidente avec celui des parents dont les préoccupations politiques sont pour le moins diverses sinon absentes. Les éternels débats qui ont eu lieu depuis le début de l'année en témoignent.

Du côté des parents, on peut penser que l'existence de la Mareschale a pu représenter une «chance» ; préoccupés de l'éducation de leurs enfants (psycho, prof..) ils ont pu trouver là un moyen de se dés-angoisser (momentanément) à ce sujet. Tout cela paraît bien schématique, je m'en excuse, mais je vous livre là mes réflexions face à une réalité particulièrement complexe. La discussion est ouverte.

La rencontre, donc, entre une équipe pédagogique Freinet et des parents en mal d'éducation non-repressive, pour intéressante qu'elle ait été et soit encore, ne s'est pas faite sans la douloureuse confrontation d'intérêts souvent profondément divergents : l'inorganisation intrinsèque à une telle population de parents (horizons géographiques et idéologiques très divers) d'une part et d'autre part la relative cohérence d'une équipe pédagogique.

La nomination d'une institutrice non Freinet a été le détonateur et le révélateur (face à la menace externe que représentait cette nomination pour l'école) de ces contradictions et l'occasion pour les parents de se constituer en groupe organisé. Face à cette émergence d'une «identité» parents, les instits se sont sentis, je pense, menacés dans leur pratique, telle qu'ils s'étaient efforcés de la maintenir (cf. plus haut), ce qui me paraît tout à fait légitime d'une part, en raison peut-être de ce qu'ils suppo-

saient être une inexpérience des parents sur les difficultés de l'école Freinet dans l'institution scolaire ; mais d'autre part, le retranchement des instits au moment des actions, sur leurs fonctions institutionnelles face aux parents (la position du principe qui consiste à se définir selon les fonctions hiérarchiques — directeur, parents, enfants... — dictées par les textes ministériels, qu'on peut adopter ponctuellement en période de conflit, vis-à-vis de l'administration, a été à partir du durcissement des actions adoptées à l'égard des parents), ce retranchement, donc, témoigne de la difficulté à sortir d'un cadre structuré et d'une immobilité qui me paraît incompatible avec un projet de changement social.

C'est sur ce point, me semble-t-il, que la reprise de contact entre parents et instits me paraissait la plus profitable. Or, la mise en place de la commission I.C.E.M. n'en a pas été réellement le lieu d'élaboration.

Certes, les relations se sont assouplies mais le fait qu'effectivement les parents semblent avoir investi davantage l'association que la commission, témoignerait de la nécessité qu'ils ont pu ressentir d'un lieu qui leur soit propre, en dehors du Mouvement Freinet ; signe aussi qu'entre parents et instits de la Mareschale, il n'a pas été facile d'instaurer un climat de détente suffisant pour envisager de travailler ensemble. D'autre part la nécessité de créer une organisation agissante a peut-être été plus forte ou plus motivante que celle de créer un lieu de réflexion. Pour ma part, l'une et l'autre ne sont pas exclusives.

Il faut aussi noter que le conflit avait permis aux parents de sortir du cadre spécifique de l'école, d'établir des liens avec la maternelle d'une part (l'association regroupe des parents des deux écoles) et avec les écoles Freinet de Marseille. Le questionnement à l'origine du double regroupement est à peu près celui-ci :

- Comment dans les autres écoles et dans son histoire la pédagogie Freinet est-elle et a-t-elle été défendue ?
- Quelle est la structure à proposer pour pallier l'éventualité de la nomination d'un instit non Freinet de manière à ce qu'il n'échappe pas au choix de l'école ? (Exemple de la maternelle où la présence d'une instit non Freinet depuis cinq ans rend difficile la continuité pédagogique.)
- Le Mouvement Freinet n'a-t-il jamais envisagé une riposte aux menaces de l'administration de manière collective ?
- Pourquoi n'y a-t-il pas une plus grande liaison avec les instits, équipes ou isolés, et avec les parents des autres écoles ?
- Que peut-on mettre en place pour que l'information circule mieux à tous les niveaux ?

Je vous ai fait part ici de mon analyse. Je souhaiterais qu'une discussion s'engage !

Martine ISNARD
mars 1980